Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

# COMMUNE DE SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS
## DÉLIBÉRATION N° 2019/82

### CONSEIL MUNICIPAL DU 25 SEPTEMBRE 2019
**********

**Date de convocation** : 18 SEPTEMBRE 2019

**Date d'affichage** : 18 SEPTEMBRE 2019

**Nombre de conseillers** :

* en exercice : **27**
* présents : **23**
* votants : **25**

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, le **VINGT-CINQ SEPTEMBRE** à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Monsieur François **HAMON**, Maire.

**ÉTAIENT PRÉSENTS** : M.J. **BERTOUX** - D. **BROUDIN** - J. **CLOAREC** - M. **COCHERIL** - M.T. **DELORME** - F. **FER** - V. **FILY** - J.G. **FLOC'H** - N. **GARION** - M. **GIREAULT** - L. **GOLIAS** - F. **HAMON** - A.S. **LE BRIS** - J.J. **LECHAUVE** - R. **LE JEUNE** - S. **LE PINVIDIC** - Y. **LOHIER** - M. **MADEC-CLEÏ** - A. **MARTIN** - A. **OLIVIER** – F. **POSTOLLEC-MOCAER** - Y. **RIOU** - G. **VANDERSTRAETEN-PERON**

**ABSENTS EXCUSÉS** : J.P. **HERVET** - S. **LE GALL-COUTELLER** - P. **MADEC** - M. **ROUSIC**

**PROCURATIONS** :
M. J.P. **HERVET** a donné pouvoir à Mme F. **FER**
M. P. **MADEC** a donné pouvoir à Mme M.J. **BERTOUX**

********

M. A. **OLIVIER** a été nommé secrétaire de séance.

********

**OBJET : MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DU FINISTERE (SDEF)**

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

**CONSEIL MUNICIPAL DU 25 SEPTEMBRE 2019** **DÉLIBÉRATION N° 2019/82**

## OBJET : MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DU FINISTERE (SDEF)

La commune de Saint-Martin-des-Champs adhère au SDEF.

Lors de la réunion du comité en date du 05 juillet 2019, les élus de ce syndicat ont décidé la modification des statuts du Syndicat Départemental d'Energie du Finistère.

Les modifications proposées sont exposées dans la note de synthèse jointe en annexe 1. Le projet de statuts est joint en annexe 2.

Conformément à l'article L 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les collectivités membres du SDEF disposent de trois mois pour se prononcer sur les modifications envisagées.

La majorité qualifiée est requise pour la validation de ces nouveaux statuts. A défaut de délibération dans ce délai, la décision de la collectivité est réputée favorable.

Le dossier a été examiné en commission finances-intercommunalité du 11 septembre 2019.

Il est demandé aux membres du conseil municipal de se prononcer sur les statuts du Syndicat Départemental d'Energie du Finistère, tels que présentés en annexe 2.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal à l'unanimité des vingt-cinq suffrages exprimés se prononcent favorablement sur les statuts du Syndicat Départemental d'Energie du Finistère, tels que présentés en annexe 2.

Le Maire,
François **HAMON**

MAIRIE DE SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS

Le Maire, - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte - informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes (par voie postale au 3 contour de la Motte - 35000 RENNES ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Annexe 1

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

# SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE ET D'EQUIPEMENT DU FINISTERE

## Réunion du comité syndical en date du 05/07/2019

## PROJET DE MODIFICATIONS DES STATUTS

## Note explicative de synthèse

Les statuts actuels ont été approuvés par délibération du comité syndical en date du 13 novembre 2017 et ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral n° 2018106-0002 portant modifications statutaires en date du 15 avril 2018.

Les modifications proposées entendent préciser les statuts actuels en ce qui concerne l'adhésion des EPCI à fiscalité propre à une ou plusieurs compétences optionnelles proposées par le SDEF.

- **L'article 2 : « Objet » est modifié de la manière suivante :**

Le syndicat départemental a pour objet l'exercice des compétences définies au présent article.

Il exerce, en lieu et place des communes et EPCI ~~membres~~ listés en annexe 1 des présents statuts, la compétence d'autorité organisatrice des missions de service public d'électricité visée aux articles 2.1 et 3 représentants l'intégralité du territoire finistérien hormis le territoire de Brest Métropole.

~~Il exerce également, en lieu et place des EPCI qui en font la demande, une ou plusieurs compétences optionnelles ou autres activités visées aux articles 2.2, 2.3, 4 et 5.~~

Le syndicat est également habilité à exercer les compétences à caractère optionnel ou autres activités décrites aux articles 2.2, 2.3, 4 et 5 ci-après, sur demande et pour le compte des communes membres, des deux EPCI qui sont la Communauté de communes du Pays Bigouden Sud (CCPBS) et la Communauté de communes du Pays Fouesnantais (CCPF) mais aussi des EPCI disposant de ces compétences et selon la liste jointe en annexe 3.
Un EPCI autre que la CCPBS et la CCPF devient membre du syndicat dès qu'il a transféré au moins une compétence optionnelle à celui-ci.
Le syndicat exerce les compétences transférées par ses membres dans les limites de leur territoire et de leurs compétences respectives.

- **L'article 2.1 est modifié de la manière suivante :**

### 2.1 Compétence ~~obligatoire~~ Electricité

Le Syndicat Départemental exerce, aux lieu et place des membres dont la liste figure en annexe 1, conformément à l'article L2224-31 du Code général des Collectivités territoriales, la compétence d'autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation de réseaux publics de distribution d'électricité.

- **A la fin de l'article 2.2 « compétences optionnelles » est ajoutée la phrase suivante :**

Les membres sont listés aux annexes 3 n°1 à n°3.

- **L'article 3 « au titre de l'électricité » est modifié comme suit :**

Le Syndicat Départemental exerce l'ensemble des attributions dévolues à l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité sur le territoire de ses collectivités et EPCI membres en annexe 1.

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

Annexe 2-1

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

# PROJET DE MODIFICATION STATUTAIRE SOUMIS AU VOTE DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE DU SDEF EN DATE DU 05 JUILLET 2019

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

ARTICLE 1. Constitution du syndicat départemental ..... 3
ARTICLE 2. Objet ..... 3
ARTICLE 3. Au titre de l'électricité : ..... 4
ARTICLE 4. Au titre des compétences optionnelles : ..... 5
ARTICLE 5. Autres activités et mise en commun de moyens : ..... 6
ARTICLE 6. Modalités de transfert des compétences à caractère optionnel ..... 8
ARTICLE 7. Durée et modalités de reprise des compétences à caractère optionnel ..... 9
ARTICLE 8. Fonctionnement ..... 9
8.1 Délégués Communaux et Communautaires .....
8.1.1 Désignation ..... 10
8.1.2 Attributions ..... 10
8.2 Collège électoral .....
8.2.1 Définition ..... 10
8.2.2 Attributions ..... 10
8.2.3 Comité Syndical ..... 11
8.2.3.1 Désignation ..... 11
8.2.3.2 Attributions ..... 11
8.2.3.2.1 Formation plénière ..... 11
8.2.3.2.2 formation restreinte ..... 11
8.2.4 Commissions locales ..... 11
8.2.5 Bureau ..... 12
8.2.6 Règlement intérieur ..... 12
ARTICLE 9. Budget – Comptabilité ..... 12
ARTICLE 10. Siège du Syndicat ..... 13
ARTICLE 11. Durée du Syndicat ..... 13
ARTICLE 12. Adhésion à un autre organisme de coopération ..... 13
ARTICLE 13. Entrée en vigueur des statuts ..... 11
ANNEXES. ..... 12

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

# ARTICLE 1. CONSTITUTION DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL

En application de l'article L5711-1 du Code général des Collectivités territoriales, il est formé un syndicat mixte dénommé « Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipement du Finistère», plus communément désigné sous l'abréviation « SDEF » et ci-après dénommé «Syndicat Départemental».
Le Syndicat Départemental regroupe les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui ont adopté les présents statuts.

# ARTICLE 2. OBJET

Le syndicat départemental a pour objet l'exercice des compétences définies au présent article.

Il exerce, en lieu et place des communes et EPCI listés en annexe 1 des présents statuts, la compétence d'autorité organisatrice des missions de service public d'électricité visée aux articles 2.1 et 3 représentants l'intégralité du territoire finistérien hormis le territoire de Brest Métropole.

Le syndicat est également habilité à exercer les compétences à caractère optionnel ou autres activités décrites aux articles 2.2, 2.3, 4 et 5 ci-après, sur demande et pour le compte des communes membres, des deux EPCI qui sont la Communauté de communes du Pays Bigouden Sud (CCPBS) et la Communauté de communes du Pays Fouesnantais (CCPF) mais aussi des EPCI disposant de ces compétences et selon la liste jointe en annexe 3.
Un EPCI autre que la CCPBS et la CCPF devient membre du syndicat dès qu'il a transféré au moins une compétence optionnelle à celui-ci.
Le syndicat exerce les compétences transférées par ses membres dans les limites de leur territoire et de leurs compétences respectives.

## 2.1 Compétence Electricité

Le Syndicat Départemental exerce, aux lieu et place des membres dont la liste figure en annexe 1, conformément à l'article L2224-31 du Code général des Collectivités territoriales, la compétence d'autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation de réseaux publics de distribution d'électricité.

## 2.2 Compétences optionnelles

Le syndicat exerce, aux lieu et place des collectivités membres qui le souhaitent une ou plusieurs compétences optionnelles définies ci-après :

2.2.1 L'organisation du service public de distribution de gaz et l'exercice du pouvoir concédant;

2.2.2 Le développement, le renouvellement et l'exploitation des installations et réseaux d'éclairage public, selon les dispositions de l'article L1321-9 du Code général des Collectivités territoriales permettant au syndicat départemental d'exercer la compétence « éclairage public » selon deux options :

- la maîtrise d'ouvrage des travaux d'investissement et l'entretien maintenance des installations d'éclairage public (option 1).
- La maîtrise d'ouvrage des travaux d'investissement seule (option 2).

2.2.3 L'établissement des infrastructures de communications électroniques telles que visées à l'article L1425-1 du Code général des Collectivités territoriales à la demande des

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

membres concernés ou, dès lors qu'elles présentent un intérêt syndical, et/ou qu'elles sont établies en concertation avec les autres collectivités ou EPCI compétents dans un objectif de mise en cohérence de cette action à un niveau départemental ;

2.2.4 La compétence relative aux réseaux de chaleur et/ou de froid

Les membres sont listés aux annexes 3 n°1 à n°3.

### 2.3 Autres activités et mise en commun de moyens

Le Syndicat Départemental exerce d'autres activités décrites à l'article 5 et peut mettre en commun des moyens humains, techniques ou financiers et exercer des activités accessoires dans des domaines connexes aux distributions publiques d'électricité ainsi qu'aux compétences optionnelles décrites ci-dessus.

## ARTICLE 3. AU TITRE DE L'ELECTRICITE :

Le Syndicat Départemental exerce l'ensemble des attributions dévolues à l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité sur le territoire de ses collectivités et EPCI membres en annexe 1. Cela concerne notamment :

- la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux d'électrification suivant la répartition prévue dans le cahier des charges de concession entre le concessionnaire et le concédant;
- l'organisation et exercice centralisé du contrôle des distributions d'énergies électrique, du bon accomplissement des missions de service public et contrôle des réseaux publics de distribution d'électricité tel que le prévoit notamment l'article L2224-31 du Code général des Collectivités territoriales. A cet effet, le Syndicat Départemental est habilité à désigner les agents ou organismes chargés d'assurer ce contrôle ;
- la perception et le contrôle à la demande du Conseil Général du Finistère de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE),
- la perception et le contrôle de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) ;
- la réalisation ou les interventions pour faire réaliser des actions tendant à maîtriser la demande d'énergie des consommateurs finals desservis en basse tension, selon les dispositions prévues à l'article L2224-34 du Code général des Collectivités territoriales ;
- l'aménagement et l'exploitation d'installations de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables selon les dispositions de l'article L2224-32 du Code général des Collectivités territoriales ;
- dans le cadre de l'article L.2224-36 du Code général des Collectivités territoriales, l'exercice de la réalisation d'infrastructures de génie civil destinées au passage de réseaux de communications électroniques, incluant les fourreaux et les chambres de tirage ;
- dans le cadre de l'article L.2224-35 du Code général des Collectivités Territoriales, la réalisation des travaux relatifs à la tranchée aménagée, nécessaires au transfert en souterrain des lignes de réseaux et de lignes terminales existantes et maîtrise d'ouvrage des infrastructures communes de génie civil en complément de la tranchée commune ;
- l'application le cas échéant, des dispositions législatives et règlementaires relatives à l'utilisation des réserves d'énergie électrique qui viendraient à être attribuées au département ;
- dans le cadre de l'article L211-3 du Code de l'énergie la faculté de constituer des groupements d'intérêt public avec des personnes de droit public ou de droit privé pour exercer, pendant une durée déterminée, des activités dans le domaine de la maîtrise de l'énergie ou de la promotion des énergies renouvelables, ainsi que pour créer ou gérer des équipements, des personnels ou des services communs nécessaires à ces activités ;
- l'exercice de missions de conciliation en vue du règlement de différends relatifs à la fourniture d'électricité de secours ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

- le Syndicat Départemental peut également intervenir dans l'élaboration d'un schéma départemental d'implantation des bornes de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables ou sa réalisation. Le Syndicat Départemental pourra notamment compte tenu de ces incidences sur le réseau d'électricités (extensions et renforcements dont il aura la maîtrise d'ouvrage en zone rurale) réaliser de telles infrastructures dans les conditions prévues par la règlementation portant notamment sur la carence de l'initiative privée.
  Il agit dans le cadre de l'article L2224-37 du CGCT pour la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de ces véhicules.
  Il peut participer à un groupement de commande relatif à cette activité ;
- La mise en œuvre d'un service de flexibilité local sur des portions du réseau de distribution d'électricité en vue d'optimiser localement la gestion des flux d'électricité dans les conditions fixées par la loi (notamment l'article 199 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte) et les règlements ;
- Le déploiement ou la contribution à des projets de déploiement de réseaux électriques intelligents ou de dispositifs de gestion optimisée de stockage et de transformation des énergies dans les conditions fixées par la loi et les règlements ;
- La participation à des projets au titre de l'autoconsommation.

## ARTICLE 4. AU TITRE DES COMPETENCES OPTIONNELLES :

Au titre des compétences à la carte expressément demandées par les collectivités ou EPCI adhérents, le Syndicat Départemental peut exercer les compétences suivantes :

4.1 les attributions dévolues à l'autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation des réseaux publics de distribution de gaz, ainsi qu'à la fourniture de gaz notamment :

- Organisation de la distribution de gaz et, en particulier, discussion et passation avec les entreprises concessionnaires de tous contrats, cahiers des charges et avenants ayant pour objet la distribution de gaz,
- Maîtrise d'ouvrage des investissements sur le réseau public de distribution de gaz, exercée soit en direct en tant qu'opérateur de réseau, soit dans le cadre des contrats de délégation,
- Représentation des collectivités et EPCI ayant transféré cette compétence dans tous les cas où les lois et règlements, en particulier ceux sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, prévoient que les communes et EPCI doivent être représentés ou consultés,
- Organisation de services d'études, administratifs, juridiques et techniques en vue de l'examen pour le compte du syndicat départemental et des membres de toutes les questions relatives à la production, au transport, à la distribution et à l'utilisation ou intéressant le fonctionnement du service public du gaz.
- Le Syndicat est propriétaire des ouvrages du réseau public de distribution de gaz conformément à l'article 432-4 du Code de l'énergie.

4.2 les attributions liées à l'exercice de la compétence « éclairage public » selon l'option choisie par chacune des personnes publiques membres dans le cadre défini ci-après :

**4.2.1.A Option 1 : Le Syndicat exerce aux lieu et place des personnes publiques membres qui lui en font la demande, la compétence relative au développement, au renouvellement et à l'exploitation des installations et réseaux d'éclairage public, comportant :**

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

- maîtrise d'ouvrage des travaux de premier établissement, d'extension et de renouvellement des réseaux et installations d'éclairage publics ;
- maintenance préventive et curative de ces installations ;
- la passation et l'exécution des contrats d'accès au réseau de distribution d'électricité et de fourniture d'énergie électrique, à la demande de la commune ;
- et, généralement, tous contrats afférents au développement, au renouvellement et à l'exploitation de ces installations et réseaux.

**4.2.1.B Option 2 : Le Syndicat exerce aux lieu et place des personnes publiques membres qui lui en font la demande :**

- maîtrise d'ouvrage des travaux de premier établissement, d'extension et de renouvellement des réseaux d'éclairage public.

4.3 les activités en matière de communications électroniques, prévues à l'article L1425-1 du Code général des collectivités territoriales dans un esprit de cohérence de l'action publique et en lien avec les autres collectivités et établissements publics qui seront parties prenantes dans le déploiement des infrastructures ;

4.4 la compétence relative au réseau de chaleur et/ou de froid

il est possible de transférer l'une ou l'autre, ou les deux compétences.

4.4.1 la compétence relative à la création et l'exploitation de réseaux publics de chaleur et/ou de froid visée à l'article L2224-38 du CGCT et comprenant notamment :

- la maîtrise d'ouvrage d'installations de production et de distribution de chaleur (bois, géothermie, gaz, etc...) et/ou de froid ;
- la passation, avec les entreprises délégataires, de tous actes relatifs à la délégation du service public de la création et l'exploitation d'un réseau de chaleur et/ou de froid ou, le cas échéant, l'exploitation du service en régie ;
- la représentation et la défense des intérêts des usagers dans leurs relations avec les exploitants de ces réseaux ;
- la réalisation d'actions tendant à maîtriser la demande d'énergies de réseau de chaleur dans les conditions prévues à l'article L2224-34 du CGCT.

4.4.2 la compétence relative aux réseaux techniques de chaleur comprend notamment les activités suivantes :

- la réalisation d'installations de production de chaleur – dont les chaufferies bois – incluant les bâtiments de stockage et, le cas échéant, de réseaux de distribution de chaleur associés ;
- l'exploitation et la maintenance des installations mentionnées à l'alinéa précédent.

Les réseaux de distribution de chaleur ainsi créés (dits réseaux techniques) visent à distribuer la chaleur d'une chaufferie dédiée aux besoins de bâtiments d'un ou plusieurs membres du Syndicat et ne constituent pas un réseau public de chaleur.

## ARTICLE 5. AUTRES ACTIVITES ET MISE EN COMMUN DE MOYENS :

5.1 D'une façon générale, le syndicat départemental exercera la représentation de ses membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que les collectivités doivent être représentées ou consultées ;

5.2 Le syndicat départemental peut mettre à disposition de ses communes et EPCI membres, notamment dans le cadre de convention de mandats ou de mise à

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

disposition de services, tout ou partie de ses services, conformément aux articles L5211-4-1 et L5721-9 du Code général des Collectivités territoriales ;

5.3 Le syndicat départemental peut assurer la mission de coordonnateur de groupement de commandes dans les conditions prévues par les textes applicables, pour toute catégorie d'achats ou de commandes publiques le concernant en qualité de donneur d'ordre ou de maître d'ouvrage. Le syndicat peut assurer la mission de coordonnateur de maîtrise d'ouvrage, telle que définie par la loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique du 12 juillet 1985 modifiée, dès lors qu'il participe, avec d'autres maîtres d'ouvrages habilités à la réalisation d'opérations, d'ouvrages ou d'équipements nécessitant une maîtrise d'ouvrage multiple ;

5.4 Le syndicat départemental pourra également intervenir dans le cadre de groupements d'achat d'énergie et tout achat lié à l'objet syndical et en particulier dans le domaine de l'énergie (isolation, chaufferies...) ;

5.5 Le syndicat départemental dispose d'un système d'information géographique (SIG). A ce titre le syndicat peut exercer toute activité visant à : promouvoir et à faciliter l'utilisation par les collectivités territoriales des données cartographiques numérisées, et peut participer à l'étude, à la réalisation et au financement des travaux de premier établissement et de mise à jour des données géographiques et alphanumériques et de tous documents numérisés concernant les réseaux ainsi qu'à l'intégration et la gestion des moyens de diffusion des données traitées. Il assure également la mise en place du Plan Corps de Rue Simplifié (PCRS) en lien avec les acteurs locaux concernés ;

5.6 Au titre des communications électroniques le syndicat assure la gestion du système d'information géographique (SIG) départemental des communications électroniques ;

5.7 Le syndicat départemental est le gestionnaire de l'article L49 du Code des postes et des communications électroniques sur le territoire du Département et à ce titre, est dépositaire des informations prévues par cet article ;

5.8 Le syndicat départemental peut constituer des groupements d'intérêts publics ou participer à l'actionnariat et à la mise en œuvre de sociétés publiques locales avec d'autres personnes de droit public. Il peut également constituer des sociétés d'économie mixtes ;

5.9 Le syndicat départemental peut, à la demande des communes, exercer le contrôle de la perception de la redevance d'occupation du domaine public des infrastructures de télécommunications ainsi que mener toute étude nécessaire afin de déterminer la propriété de ces ouvrages.

5.10 Dans le cadre des dispositions de l'article L.5211-56 et des articles L 5111-1 L5111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le syndicat peut réaliser pour ses membres ou toute autre personne morale non membre, dans le respect de la règlementation applicable aux marchés publics, des prestations de services sur son territoire d'intervention.

Pour les collectivités qui l'en chargeront expressément dans le respect de la règlementation applicable aux marchés publics, le Syndicat en fonction de ses moyens disponibles, pourra réaliser les prestations suivantes :

- L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la préparation, la passation et le suivi des consultations.

- L'aide à la direction de l'exécution des travaux et ou des études.

- L'exercice de missions de maîtrise d'œuvre complète ou partielle.

- L'exercice de missions de mandat dans le cadre de la loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique du 12 juillet 1985 modifiée.

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

- conduite d'opération au sens de l'article 6 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985,relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans le domaine des services publics en réseau.

- accompagnement des collectivités et groupements de collectivités dans le cadre de la conception, de la construction et / ou de l'exploitation de réseaux.

5.11 Le syndicat départemental pourra participer à une entente avec d'autres personnes de droit public conformément aux dispositions de l'article 5221-1 du CGCT.

5.12 Le SDEF pourra contractualiser avec les EPCI (membres et non membres) du département pour toute activité entrant dans ses attributions. Des conventions financières, de mise à disposition de service et/ou de maîtrise d'ouvrage unique pourront être signées dans les domaines d'intervention du SDEF (compétence obligatoire « électricité », compétences optionnelles notamment « communications électroniques » et toute activité en lien avec les missions du SDEF (énergie par exemple) ;

5.13 Le syndicat peut intervenir et participer, à la demande d'un ou plusieurs EPCI à fiscalité propre, à l'élaboration ou à la révision des plans climat-air-énergie territoriaux dans les conditions prévues aux articles L222-1 et L229-26 du Code de l'environnement ;

5.14 Le syndicat peut participer et intervenir dans l'élaboration d'un schéma départemental d'implantation de station de GNV (gaz naturel pour véhicules) et/ou hydrogène. Il peut également agir pour la création, l'entretien et l'exploitation de ces stations de GNV (gaz naturel pour véhicules) et/ou hydrogène. Il peut participer à un groupement de commande relatif à cette activité ;

5.15 Le syndicat départemental peut participer à la promotion et au développement des usages numériques pour une gestion intelligente de l'énergie notamment l'assistance et l'accompagnement de projets de toute nature voire expérimentaux au titre de l'innovation (par exemple Smarts Grids, mobilité intelligente) en cohérence avec les infrastructures de réseaux d'énergie et d'éclairage public, au titre de la mutualisation ;

5.16 Le syndicat peut réaliser toutes les études générales ou spécifiques corrélatives aux systèmes communicants et/ou réaliser les investissements sur les installations de réseau de communication des objets connectés et de systèmes communicants (réseaux radios notamment). Il peut à ce titre construire, exploiter et entretenir ces réseaux ;

5.17 Le syndicat peut assister les communes dans la mise en œuvre d'un système de vidéo-protection sur leur territoire (panneaux d'information, signalisation lumineuse, affichage lumineux et radar pédagogique, sonorisation, vidéo surveillance,…) ;

5.18 Le syndicat peut intervenir dans le domaine du solaire thermique, tant en tant que maître d'ouvrage que de l'exploitation et/ou l'assistance à maîtrise d'ouvrage ;

5.19 D'une manière générale, le syndicat peut intervenir dans toute activité liée à la transition énergétique.

## ARTICLE 6. MODALITES DE TRANSFERT DES COMPETENCES A CARACTERE OPTIONNEL

Chacune des compétences à caractère optionnel est transférée au Syndicat par chaque collectivité ou EPCI membre. Le transfert s'effectue dans les conditions suivantes :

- le transfert peut porter sur chacune des compétences à caractère optionnel visées aux articles ci-dessus ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

- le transfert prend effet au premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'EPCI qui procède au transfert est devenue exécutoire ;
- les autres modalités de transfert, notamment financières, non prévues aux présents statuts sont fixées par le Comité syndical.

La délibération portant transfert d'une compétence optionnelle est notifiée par l'exécutif de la collectivité ou de l'EPCI concerné au président du Syndicat Départemental. Le président en informe l'exécutif de chacun des autres membres.

## ARTICLE 7. DUREE ET MODALITES DE REPRISE DES COMPETENCES A CARACTERE OPTIONNEL

La compétence optionnelle exercée au titre du « gaz » définie à l'article 3.1 ci-dessus ne pourra être reprise au Syndicat Départemental qu'après une durée ne pouvant être inférieure à la durée des contrats et conventions de concessions passés avec les entreprises délégantes et sous réserve que cette décision lui soit notifiée un an avant la date de fin de ces contrats ou conventions.

Les autres compétences optionnelles ne pourront pas être reprises au Syndicat Départemental par une personne morale membre pendant une durée de 4 ans à compter de leur transfert audit Syndicat Départemental.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, la reprise au Syndicat des compétences optionnellespar une personne morale membre se fait dans les conditions suivantes :

- la reprise prend effet au premier janvier de l'année suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante portant reprise de la compétence est devenue exécutoire ;
- les équipements réalisés par le Syndicat, intéressant la compétence reprise, servant à un usage public et situés sur le territoire de la collectivité reprenant la compétence sont mis à son entière disposition dans les conditions prévues au Code général des Collectivités territoriales à la condition que ces équipements soient principalement destinés à ses habitants ;
- la collectivité reprenant une compétence au Syndicat Départemental continue de participer au service de la dette pour les emprunts contractés par celui-ci et concernant cette compétence pendant la période au cours de laquelle elle l'avait transférée à cet établissement, jusqu'à l'amortissement complet desdits emprunts. Le comité syndical constatera le montant de ces contributions lorsqu'il adoptera le budget ;
- les autres modalités de reprise (comme la détermination des quotes-parts des charges afférentes au retrait de la compétence et notamment relative au transfert de personnel) non prévues aux présents statuts seront fixées par le comité syndical ;
- la délibération portant reprise non prévues aux présents statuts sera notifiée par le représentant de la collectivité adhérente au président du Syndicat Départemental.

## ARTICLE 8. FONCTIONNEMENT

Le Syndicat est administré par un comité, composé de représentants élus parmi et par un collège électoral constitué des délégués de chacune des collectivités et EPCI membres, et par un bureau.

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

Pour l'exercice des compétences optionnelles, le comité syndical se réunit en formation restreinte comme vu dans les articles ci-après.

## 8.1 pour les membres ayant transférés a minima la compétence « électricité »

### 8.1.1 Désignation des délégués communaux et communautaires (pour la CCPF et la CCPBS)

Chaque membre du Syndicat Départemental au titre d'une ou de plusieurs compétences désigne ses représentants appelés à siéger au Collège électoral de la façon suivante :

- 2 représentants titulaires par commune adhérent directement au SDEF.
- de représentants titulaires membre de l'EPCI adhérent au SDEF désignés sur la base de 2 délégués par commune membre de cet EPCI.
- 1 représentant supplémentaire par tranche de 20 000 habitants pour les communes dont la population est supérieure à 20 000 habitants (population municipale) ainsi que les EPCI comportant des communes de plus de 20 000 habitants.

Il est procédé à la désignation d'autant de représentants délégués suppléants appelés à remplacer les représentants titulaires en cas d'empêchement selon les mêmes modalités.

### 8.1.2 Attributions

Les représentants désignés par les communes et les EPCI membres constituent le collège électoral. Ils sont également appelés à siéger au sein de commissions locales telles que définies ci-après.

### 8.1.3 Définition du collège électoral

L'ensemble des délégués communaux et intercommunaux sont regroupés en secteurs définis par grandes entités géographiques. La territorialisation de ces entités géographiques figure en annexe 2 des présents statuts. La modification des périmètres respectifs et du nombre de ces secteurs intervient sur simple délibération du comité syndical.
Ces secteurs géographiques composent le collège électoral du comité syndical.

### 8.1.4 Attributions du collège électoral

le Collège électoral élit les délégués siégeant au comité syndical selon les règles qui suivent. Chaque secteur géographique du collège électoral désigne en son sein les délégués titulaires appelés à siéger en formation plénière selon les règles suivantes :

- 1 délégué par tranche de 15 000 habitants
- Augmenté d'1 délégué par tranche de 15 communes

Le nombre d'habitants considéré est calculé en prenant en compte la population municipale figurant dans le dernier recensement officiel général ou partiel de l'INSEE à avoir été publié au 31 décembre de l'année précédant le vote.

Chaque secteur géographique désigne selon les mêmes règles et en nombre égal des délégués suppléants habilités à remplacer les titulaires en cas d'empêchement.

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

## 8.2 Pour les EPCI ayant adhéré à une ou plusieurs compétences optionnelles

Chaque EPCI ayant adhéré à au moins une compétence optionnelle désigne un représentant titulaire appelé à siéger au collège des EPCI.
Il est procédé à la désignation d'autant de représentants suppléants appelés à remplacer les représentants titulaires en cas d'empêchement selon les mêmes modalités.

Les délégués des EPCI siègent également au comité syndical du SDEF (voir le tableau annexé).

Un délégué communautaire ne peut être également délégué communal.

## 8.3 Comité Syndical

### 8.3.1 Désignation

Le comité syndical est élu par le collège électoral selon les règles qui précèdent.
Il est également composé des délégués des EPCI.

Pour l'exercice d'une compétence optionnelle, dès lors qu'une commune rattachée à un secteur géographique du collège électoral a transféré une compétence optionnelle, ce sont les délégués de ce secteur géographique qui sont habilités à délibérer dans le cadre de cette compétence optionnelle.

Les délégués des EPCI pourront voter sur la totalité des affaires sauf sur la mise en œuvre de la compétence d'autorité concédante d'électricité et de gaz (contrôle de concession, contrats de concession et tout acte juridique lié notamment).

### 8.3.2 Attributions

#### 8.3.2.1 Formation plénière

Le comité syndical en formation plénière intervient pour toutes les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres du Syndicat Départemental et notamment :

- pour l'élection du Président,
- pour l'élection des membres du bureau,
- pour le vote du budget général et des budgets annexes,
- pour l'approbation des comptes administratifs,
- des décisions relatives aux modifications de conditions initiales de composition, fonctionnement et de durée du Syndicat Départemental,

#### 8.3.2.2 Formation restreinte

Lorsqu'une affaire a trait à une compétence optionnelle pour laquelle seuls certains membres sont concernés, le comité syndical intervient en formation restreinte dans les conditions déterminées à l'article 8.3.1.
Il en va ainsi notamment des délibérations ayant trait à l'exercice de la compétence concernée.

## 8.4 Commissions locales

Les commissions locales figurant en annexe 4 des présents statuts, sont créées conformément à l'article L5211-49-1 du CGCT.
Le comité syndical peut modifier cette annexe par simple délibération et notamment changer la territorialisation de ces commissions.

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

Ces Commissions ont un rôle consultatif et permettent d'étudier et de préparer les décisions du comité syndical en formation plénière ou restreinte et notamment de :

- Recenser les travaux en cours et dans un cadre pluriannuel sur le territoire des différentes communes,
- Arbitrer les travaux entre les différentes communes pour que les travaux rentrent dans l'enveloppe financière définie par le comité syndical,
- D'informer les délégués des communes des décisions ou actualités au niveau du Syndicat Départemental,
- Faire le point sur les missions et les actions des concessionnaires,
- Rendre compte des décisions du comité, du bureau et des groupes de travail constitués dans les différents domaines,...

### 8.5 Bureau

Le comité en formation plénière désigne, parmi les délégués qui le constituent, un bureau composé du Président et de vice-présidents dans le respect des limites maximales imposées par la loi.

### 8.6 Règlement intérieur

Un règlement intérieur en forme de délibération du Comité syndical fixera, conformément à l'article L2121-8 du CGCT les dispositions relatives au fonctionnement du comité, du bureau et des commissions, qui ne seraient pas déterminées par les lois et règlements.

## ARTICLE 9. BUDGET – COMPTABILITE

Le Syndicat Départemental dispose d'un budget général et d'autant de budgets annexes que nécessaires.

Les budgets du Syndicat départemental pourvoient aux dépenses incombant à celui-ci, à l'aide :

- Des ressources générales que les syndicats de communes sont autorisés à créer ou percevoir,
- De toutes ressources que le Syndicat Départemental est appelé à créer ou à percevoir à raisons de ses attributions.

Le Syndicat Départemental est notamment habilité à percevoir les ressources suivantes :

- La contribution des membres, dans les conditions fixées par l'organe délibérant du Syndicat, aux dépenses correspondant à l'exercice des compétences obligatoires et aux dépenses d'administration générale ;

- Les participations des membres concernés, dans les conditions fixées par l'organe délibérant du Syndicat, aux dépenses correspondant à l'exercice des compétences transférées à caractère optionnel ;

- Le revenu des biens, meubles ou immeubles, du Syndicat ;

- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;

- Les subventions de l'Union Européenne, de l'Etat, de la région, du département et des communes ;

- la taxe sur la consommation finale d'électricité ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

- Les produits des dons et legs ;

- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;

- Le produit des emprunts ;

- Les sommes dues par les entreprises délégataires en vertu des contrats de délégation de service public ;

- les versements du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) ;

- les ressources liées à la mise à disposition de moyens ;

- les fonds de concours des adhérents, dans les conditions fixées par l'organe délibérant du syndicat, aux dépenses correspondant à l'exercice des compétences transférées ;

- les aides du Fonds d'amortissement des charges d'électrification ;

- tous nouveaux produits créés résultants d'évolutions législatives ou réglementaires en rapport avec les domaines de compétences obligatoires ou optionnelles exercées par le syndicat.

La comptabilité du Syndicat est tenue selon les règles applicables à la comptabilité des communes.

Le receveur est un comptable du Trésor désigné dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 10. SIEGE DU SYNDICAT

Le siège du Syndicat Départemental est fixé 9 allée Sully, 29000 QUIMPER ;
Une antenne nord est implantée sur la commune de Landivisiau 29400, rue Robert Schuman, zone de Kerven.

## ARTICLE 11. DUREE DU SYNDICAT

Le Syndicat Départemental est institué pour une durée illimitée.

## ARTICLE 12. ADHESION A UN AUTRE ORGANISME DE COOPERATION

L'accord du Syndicat Départemental pour son adhésion à un autre organisme de coopération est valablement donné par simple délibération du comité syndical.

## ARTICLE 13. ENTREE EN VIGUEUR DES STATUTS

Les présents statuts seront mis en œuvre dès que l'arrêté préfectoral qui doit les approuver aura été pris.

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

Annexe 2_2

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

**Annexe 1 : Liste des collectivités adhérentes**

| |
|---|
| ARGOL |
| ARZANO |
| AUDIERNE (commune nouvelle) |
| BANNALEC |
| BAYE |
| BERRIEN |
| BEUZEC-CAP-SIZUN |
| BODILIS |
| BOLAZEC |
| BOTMEUR |
| BOTSORHEL |
| BOURG-BLANC |
| BRASPARTS |
| BRELES |
| BRENNILIS |
| BRIEC |
| CAMARET-SUR-MER |
| CARANTEC |
| CARHAIX-PLOUGUER |
| CAST |
| CHATEAULIN |
| CHATEAUNEUF-DU-FAOU |
| CLEDEN-CAP-SIZUN |
| CLEDEN-POHER |
| CLEDER |
| CLOHARS-CARNOET |
| COAT-MEAL |
| COLLOREC |
| COMMANA |
| **COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS BIGOUDEN SUD** |
| **COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS FOUESNANTAIS** |
| CONCARNEAU |
| CONFORT-MEILARS |
| CORAY |
| CROZON |
| DAOULAS |
| DINEAULT |
| DIRINON |
| DOUARNENEZ |
| EDERN |
| ELLIANT |
| ERGUE-GABERIC |
| GARLAN |
| GOUEZEC |
| GOULIEN |
| GOULVEN |
| GOURLIZON |
| GUENGAT |
| GUERLESQUIN |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| |
|---|
| GUICLAN |
| GUILER-SUR-GOYEN |
| GUILLIGOMARC'H |
| GUIMAEC |
| GUIMILIAU |
| GUISSENY |
| HANVEC |
| HENVIC |
| HOPITAL-CAMFROUT |
| HUELGOAT |
| ILE-DE-BATZ |
| ILE-DE-SEIN |
| ILE-MOLENE |
| IRVILLAC |
| KERGLOFF |
| KERLAZ |
| KERLOUAN |
| KERNILIS |
| KERNOUES |
| KERSAINT-PLABENNEC |
| LA FEUILLEE |
| LA FOREST-LANDERNEAU |
| LA MARTYRE |
| LA ROCHE-MAURICE |
| LAMPAUL-GUIMILIAU |
| LAMPAUL-PLOUARZEL |
| LAMPAUL-PLOUDALMEZEAU |
| LANARVILY |
| LANDEDA |
| LANDELEAU |
| LANDERNEAU |
| LANDEVENNEC |
| LANDIVISIAU |
| LANDREVARZEC |
| LANDUDAL |
| LANDUDEC |
| LANDUNVEZ |
| LANGOLEN |
| LANHOUARNEAU |
| LANILDUT |
| LANMEUR |
| LANNEANOU |
| LANNEDERN |
| LANNEUFFRET |
| LANNILIS |
| LANRIVOARE |
| LANVEOC |
| LAZ |
| LE CLOITRE-PLEYBEN |
| LE CLOITRE-SAINT-THEGONNEC |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| |
|---|
| LE CONQUET |
| LE DRENNEC |
| LE FAOU |
| LE FOLGOET |
| LE JUCH |
| LE PONTHOU |
| LE TREHOU |
| LE TREVOUX |
| LENNON |
| LESNEVEN |
| LEUHAN |
| LOC-BREVALAIRE |
| LOC-EGUINER |
| LOCMARIA-BERRIEN |
| LOCMARIA-PLOUZANE |
| LOCMELAR |
| LOCQUENOLE |
| LOCQUIREC |
| LOCRONAN |
| LOCUNOLE |
| LOGONNA-DAOULAS |
| LOPEREC |
| LOPERHET |
| LOQUEFFRET |
| LOTHEY |
| MAHALON |
| MELGVEN |
| MELLAC |
| MESPAUL |
| MILIZAC-GUIPRONVEL |
| MOELAN-SUR-MER |
| MORLAIX |
| MOTREFF |
| NEVEZ |
| OUESSANT |
| PENCRAN |
| PEUMERIT |
| PLABENNEC |
| PLEYBEN |
| PLEYBER-CHRIST |
| PLOEVEN |
| PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN |
| PLOGOFF |
| PLOGONNEC |
| PLOMELIN |
| PLOMODIERN |
| PLONEIS |
| PLONEOUR-LANVERN |
| PLONEVEZ-DU-FAOU |
| PLONEVEZ-PORZAY |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| |
|---|
| PLOUARZEL |
| PLOUDALMEZEAU |
| PLOUDANIEL |
| PLOUDIRY |
| PLOUEDERN |
| PLOUEGAT-GUERAND |
| PLOUEGAT-MOYSAN |
| PLOUENAN |
| PLOUESCAT |
| PLOUEZOC'H |
| PLOUGAR |
| PLOUGASNOU |
| PLOUGONVELIN |
| PLOUGONVEN |
| PLOUGOULM |
| PLOUGOURVEST |
| PLOUGUERNEAU |
| PLOUGUIN |
| PLOUHINEC |
| PLOUIDER |
| PLOUIGNEAU |
| PLOUMOGUER |
| PLOUNEOUR-MENEZ |
| PLOUNEOUR-BRIGNOGAN |
| PLOUNEVENTER |
| PLOUNEVEZEL |
| PLOUNEVEZ-LOCHRIST |
| PLOURIN |
| PLOURIN-LES-MORLAIX |
| PLOUVIEN |
| PLOUVORN |
| PLOUYE |
| PLOUZEVEDE |
| PLOVAN |
| PLOZEVET |
| PLUGUFFAN |
| PONT-AVEN |
| PONT-CROIX |
| PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH |
| PORSPODER |
| PORT-LAUNAY |
| POULDERGAT |
| POULDREUZIC |
| POULLAN-SUR-MER |
| POULLAOUEN |
| PRIMELIN |
| QUEMENEVEN |
| QUERRIEN |
| QUIMPER |
| QUIMPERLE |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| |
|---|
| REDENE |
| RIEC-SUR-BELON |
| ROSCANVEL |
| ROSCOFF |
| ROSNOEN |
| ROSPORDEN |
| SAINT-COULITZ |
| SAINT-DERRIEN |
| SAINT-DIVY |
| SAINT-ELOY |
| SAINTE-SEVE |
| SAINT-FREGANT |
| SAINT-GOAZEC |
| SAINT-HERNIN |
| SAINT-JEAN-DU-DOIGT |
| SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS |
| SAINT-MEEN |
| SAINT-NIC |
| SAINT-PABU |
| SAINT-POL-DE-LEON |
| SAINT-RENAN |
| SAINT-RIVOAL |
| SAINT-SAUVEUR |
| SAINT-SEGAL |
| SAINT-SERVAIS |
| SAINT-THEGONNEC LOC-EGUINER (commune nouvelle) |
| SAINT-THOIS |
| SAINT-THONAN |
| SAINT-THURIEN |
| SAINT-URBAIN |
| SAINT-VOUGAY |
| SAINT-YVI |
| SANTEC |
| SCAER |
| SCRIGNAC |
| SIBIRIL |
| SIZUN |
| SPEZET |
| TAULE |
| TELGRUC-SUR-MER |
| TOURCH |
| TREBABU |
| TREFLAOUENAN |
| TREFLEVENEZ |
| TREFLEZ |
| TREGARANTEC |
| TREGARVAN |
| TREGLONOU |
| TREGOUREZ |
| TREGUNC |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| |
|---|
| TREMAOUEZAN |
| TREMEVEN |
| TREOGAT |
| TREOUERGAT |
| TREZILIDE |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

**Annexe 2 :** Partition géographique du collège électoral

| Secteur | Commune |
|---|---|
| **CAP SIZUN** | **16** |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | AUDIERNE (commune nouvelle) |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | BEUZEC-CAP-SIZUN |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | CLEDEN-CAP-SIZUN |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | CONFORT-MEILARS |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | GOULIEN |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | ILE-DE-SEIN |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | MAHALON |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | PLOGOFF |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | PLOUHINEC |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | PONT-CROIX |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | PRIMELIN |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | DOUARNENEZ |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | POULLAN-SUR-MER |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | POULDERGAT |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | KERLAZ |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | LE JUCH |
| **CENTRE** | **32** |
| CENTRE | CHATEAUNEUF-DU-FAOU |
| CENTRE | LAZ |
| CENTRE | SAINT-GOAZEC |
| CENTRE | SAINT-THOIS |
| CENTRE | COLLOREC |
| CENTRE | LANDELEAU |
| CENTRE | PLONEVEZ-DU-FAOU |
| CENTRE | SPEZET |
| CENTRE | CORAY |
| CENTRE | LEUHAN |
| CENTRE | TREGOUREZ |
| CENTRE | GOUEZEC |
| CENTRE | LE CLOITRE-PLEYBEN |
| CENTRE | LENNON |
| CENTRE | PLEYBEN |
| CENTRE | LANNEDERN |
| CENTRE | LOTHEY |
| CENTRE | CARHAIX-PLOUGUER |
| CENTRE | CLEDEN-POHER |
| CENTRE | KERGLOFF |
| CENTRE | MOTREFF |
| CENTRE | PLOUNEVEZEL |
| CENTRE | POULLAOUEN |
| CENTRE | SAINT-HERNIN |
| CENTRE | BRASPARTS |
| CENTRE | BOTMEUR |
| CENTRE | BRENNILIS |
| CENTRE | LA FEUILLEE |
| CENTRE | LOQUEFFRET |
| CENTRE | PLOUYE |
| CENTRE | LOPEREC |
| CENTRE | SAINT-RIVOAL |
| **CONCARNEAU** | **9** |
| CONCARNEAU | CONCARNEAU |
| CONCARNEAU | MELGVEN |
| CONCARNEAU | NEVEZ |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| CONCARNEAU | PONT-AVEN |
| CONCARNEAU | TREGUNC |
| CONCARNEAU | ELLIANT |
| CONCARNEAU | ROSPORDEN |
| CONCARNEAU | SAINT-YVI |
| CONCARNEAU | TOURCH |
| **CROZON - CHATEAULIN** | **22** |
| CROZON - CHATEAULIN | ARGOL |
| CROZON - CHATEAULIN | CAMARET-SUR-MER |
| CROZON - CHATEAULIN | CROZON |
| CROZON - CHATEAULIN | LANDEVENNEC |
| CROZON - CHATEAULIN | LANVEOC |
| CROZON - CHATEAULIN | ROSCANVEL |
| CROZON - CHATEAULIN | TELGRUC-SUR-MER |
| CROZON - CHATEAULIN | LE FAOU |
| CROZON - CHATEAULIN | PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH |
| CROZON - CHATEAULIN | ROSNOEN |
| CROZON - CHATEAULIN | SAINT-SEGAL |
| CROZON - CHATEAULIN | DINEAULT |
| CROZON - CHATEAULIN | SAINT-NIC |
| CROZON - CHATEAULIN | TREGARVAN |
| CROZON - CHATEAULIN | CHATEAULIN |
| CROZON - CHATEAULIN | PORT-LAUNAY |
| CROZON - CHATEAULIN | SAINT-COULITZ |
| CROZON - CHATEAULIN | CAST |
| CROZON - CHATEAULIN | PLOEVEN |
| CROZON - CHATEAULIN | PLOMODIERN |
| CROZON - CHATEAULIN | PLONEVEZ-PORZAY |
| CROZON - CHATEAULIN | QUEMENEVEN |
| **IROISE** | **20** |
| IROISE | BRELES |
| IROISE | LAMPAUL-PLOUDALMEZEAU |
| IROISE | LANDUNVEZ |
| IROISE | LANILDUT |
| IROISE | MILIZAC - GUIPRONVEL |
| IROISE | PLOUDALMEZEAU |
| IROISE | PLOURIN |
| IROISE | PORSPODER |
| IROISE | TREOUERGAT |
| IROISE | ILE-MOLENE |
| IROISE | LAMPAUL-PLOUARZEL |
| IROISE | LANRIVOARE |
| IROISE | LE CONQUET |
| IROISE | LOCMARIA-PLOUZANE |
| IROISE | OUESSANT |
| IROISE | PLOUARZEL |
| IROISE | PLOUGONVELIN |
| IROISE | PLOUMOGUER |
| IROISE | SAINT-RENAN |
| IROISE | TREBABU |
| **LANDERNEAU/LESNEVEN** | **37** |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | HANVEC |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | DAOULAS |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | DIRINON |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | HOPITAL-CAMFROUT |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | IRVILLAC |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LOGONNA-DAOULAS |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LOPERHET |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PENCRAN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-URBAIN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LA MARTYRE |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LA ROCHE-MAURICE |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LE TREHOU |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PLOUDIRY |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-ELOY |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | TREFLEVENEZ |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LA FOREST-LANDERNEAU |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LANDERNEAU |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LANNEUFFRET |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PLOUEDERN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-DIVY |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-THONAN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | TREMAOUEZAN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | GUISSENY |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | KERLOUAN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | KERNILIS |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PLOUNEOUR-BRIGNOGAN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | GOULVEN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | KERNOUES |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LANARVILY |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LE FOLGOET |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LESNEVEN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PLOUDANIEL |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PLOUIDER |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-FREGANT |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-MEEN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | TREGARANTEC |
| **LANDIVISIAU** | **33** |
| LANDIVISIAU | LANHOUARNEAU |
| LANDIVISIAU | PLOUNEVEZ-LOCHRIST |
| LANDIVISIAU | TREFLEZ |
| LANDIVISIAU | CLEDER |
| LANDIVISIAU | PLOUESCAT |
| LANDIVISIAU | TREFLAOUENAN |
| LANDIVISIAU | BODILIS |
| LANDIVISIAU | COMMANA |
| LANDIVISIAU | GUIMILIAU |
| LANDIVISIAU | LAMPAUL-GUIMILIAU |
| LANDIVISIAU | LANDIVISIAU |
| LANDIVISIAU | LOC-EGUINER |
| LANDIVISIAU | LOCMELAR |
| LANDIVISIAU | PLOUGAR |
| LANDIVISIAU | PLOUGOURVEST |
| LANDIVISIAU | PLOUVORN |
| LANDIVISIAU | SAINT-DERRIEN |
| LANDIVISIAU | SAINT-SAUVEUR |
| LANDIVISIAU | SAINT-SERVAIS |
| LANDIVISIAU | SIZUN |
| LANDIVISIAU | PLOUNEVENTER |
| LANDIVISIAU | PLOUZEVEDE |
| LANDIVISIAU | SAINT-VOUGAY |
| LANDIVISIAU | TREZILIDE |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| LANDIVISIAU | GUICLAN |
| LANDIVISIAU | PLOUGOULM |
| LANDIVISIAU | SANTEC |
| LANDIVISIAU | SIBIRIL |
| LANDIVISIAU | ILE-DE-BATZ |
| LANDIVISIAU | MESPAUL |
| LANDIVISIAU | PLOUENAN |
| LANDIVISIAU | ROSCOFF |
| LANDIVISIAU | SAINT-POL-DE-LEON |
| **LES ABERS** | **13** |
| LES ABERS | LANDEDA |
| LES ABERS | LANNILIS |
| LES ABERS | PLABENNEC |
| LES ABERS | PLOUGUERNEAU |
| LES ABERS | PLOUVIEN |
| LES ABERS | TREGLONOU |
| LES ABERS | BOURG-BLANC |
| LES ABERS | COAT-MEAL |
| LES ABERS | PLOUGUIN |
| LES ABERS | SAINT-PABU |
| LES ABERS | KERSAINT-PLABENNEC |
| LES ABERS | LE DRENNEC |
| LES ABERS | LOC-BREVALAIRE |
| **MORLAIX** | **33** |
| MORLAIX | BERRIEN |
| MORLAIX | BOLAZEC |
| MORLAIX | HUELGOAT |
| MORLAIX | LOCMARIA-BERRIEN |
| MORLAIX | SCRIGNAC |
| MORLAIX | GARLAN |
| MORLAIX | GUIMAEC |
| MORLAIX | LANMEUR |
| MORLAIX | LOCQUIREC |
| MORLAIX | MORLAIX |
| MORLAIX | PLOUEGAT-GUERAND |
| MORLAIX | PLOUEZOC'H |
| MORLAIX | PLOUGASNOU |
| MORLAIX | SAINT-JEAN-DU-DOIGT |
| MORLAIX | SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS |
| MORLAIX | BOTSORHEL |
| MORLAIX | GUERLESQUIN |
| MORLAIX | LANNEANOU |
| MORLAIX | LE CLOITRE-SAINT-THEGONNEC |
| MORLAIX | LE PONTHOU |
| MORLAIX | PLEYBER-CHRIST |
| MORLAIX | PLOUEGAT-MOYSAN |
| MORLAIX | PLOUGONVEN |
| MORLAIX | PLOUIGNEAU |
| MORLAIX | PLOUNEOUR-MENEZ |
| MORLAIX | PLOURIN-LES-MORLAIX |
| MORLAIX | SAINTE-SEVE |
| MORLAIX | SAINT-THEGONNEC LOC-EGUINER (commune nouvelle) |
| MORLAIX | CARANTEC |
| MORLAIX | HENVIC |
| MORLAIX | LOCQUENOLE |
| MORLAIX | TAULE |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| PAYS BIGOUDEN | 22 |
|---|---|
| PAYS BIGOUDEN | PLOZEVET |
| PAYS BIGOUDEN | GOURLIZON |
| PAYS BIGOUDEN | GUILER-SUR-GOYEN |
| PAYS BIGOUDEN | LANDUDEC |
| PAYS BIGOUDEN | PEUMERIT |
| PAYS BIGOUDEN | PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN |
| PAYS BIGOUDEN | PLONEOUR-LANVERN |
| PAYS BIGOUDEN | PLOVAN |
| PAYS BIGOUDEN | POULDREUZIC |
| PAYS BIGOUDEN | TREOGAT |
| PAYS BIGOUDEN | COMBRIT (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | GUILVINEC (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | ILE-TUDY (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | LOCTUDY (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | PENMARCH (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | PLOBANNALEC-LESCONIL (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | PLOMEUR (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | PONT-L'ABBE (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | SAINT-JEAN-TROLIMON (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | TREFFIAGAT (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | TREGUENNEC (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | TREMEOC (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| **QUIMPER** | **20** |
| QUIMPER | BENODET (**CC DU PAYS FOUESNANTAIS***) |
| QUIMPER | CLOHARS-FOUESNANT (**CC DU PAYS FOUESNANTAIS***) |
| QUIMPER | FOUESNANT (**CC DU PAYS FOUESNANTAIS***) |
| QUIMPER | GOUESNACH (**CC DU PAYS FOUESNANTAIS***) |
| QUIMPER | LA FORET-FOUESNANT (**CC DU PAYS FOUESNANTAIS***) |
| QUIMPER | PLEUVEN (**CC DU PAYS FOUESNANTAIS***) |
| QUIMPER | SAINT-EVARZEC (**CC DU PAYS FOUESNANTAIS***) |
| QUIMPER | BRIEC |
| QUIMPER | EDERN |
| QUIMPER | LANDREVARZEC |
| QUIMPER | LANDUDAL |
| QUIMPER | LANGOLEN |
| QUIMPER | GUENGAT |
| QUIMPER | LOCRONAN |
| QUIMPER | PLOGONNEC |
| QUIMPER | ERGUE-GABERIC |
| QUIMPER | PLOMELIN |
| QUIMPER | PLONEIS |
| QUIMPER | PLUGUFFAN |
| QUIMPER | QUIMPER |
| **QUIMPERLE** | **16** |
| QUIMPERLE | BANNALEC |
| QUIMPERLE | LE TREVOUX |
| QUIMPERLE | SCAER |
| QUIMPERLE | ARZANO |
| QUIMPERLE | BAYE |
| QUIMPERLE | CLOHARS-CARNOET |
| QUIMPERLE | GUILLIGOMARC'H |
| QUIMPERLE | LOCUNOLE |
| QUIMPERLE | MELLAC |
| QUIMPERLE | MOELAN-SUR-MER |
| QUIMPERLE | QUERRIEN |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| QUIMPERLE | QUIMPERLE |
| QUIMPERLE | REDENE |
| QUIMPERLE | RIEC-SUR-BELON |
| QUIMPERLE | SAINT-THURIEN |
| QUIMPERLE | TREMEVEN |
| TOTAL de Communes | 273 |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

**Annexe 3 :** Liste des communes par compétences

**A 3.1 - Compétence optionnelle « Gaz »**

| Secteur | Communes |
|---|---|
| CROZON - CHATEAULIN | CHATEAULIN |
| LANDIVISIAU | CLEDER |
| QUIMPERLE | CLOHARS-CARNOET |
| QUIMPER | CLOHARS-FOUESNANT (**CC DU PAYS FOUESNANTAIS***) |
| MORLAIX | HENVIC |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LA FOREST-LANDERNEAU |
| QUIMPERLE | MOELAN-SUR-MER |
| LANDIVISIAU | PLOUESCAT |
| LES ABERS | PLOUGUERNEAU |
| LES ABERS | PLOUVIEN |
| LANDIVISIAU | PLOUVORN |
| CROZON - CHATEAULIN | SAINT-SEGAL |
| CONCARNEAU | SAINT-YVI |
| LANDIVISIAU | SIBIRIL |
| CONCARNEAU | TOURC'H |
| LANDIVISIAU | TREFLAOUENAN |
| CONCARNEAU | TREGUNC |
| QUIMPERLE | TREMEVEN |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

**A 3.2 - Compétence optionnelle « Eclairage Public »**

**Option 1 : maîtrise d'ouvrage des travaux d'investissement et entretien, maintenance des installations d'éclairage public.**

| Secteur | Communes |
|---|---|
| CROZON - CHATEAULIN | ARGOL |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | AUDIERNE (commune nouvelle) |
| QUIMPERLE | BANNALEC |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | BEUZEC-CAP-SIZUN |
| LANDIVISIAU | BODILIS |
| LES ABERS | BOURG-BLANC |
| CENTRE | BRASPARTS |
| IROISE | BRELES |
| QUIMPER | BRIEC |
| CROZON - CHATEAULIN | CAST |
| CENTRE | CHATEAUNEUF-DU-FAOU |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | CLEDEN-CAP-SIZUN |
| LANDIVISIAU | CLEDER |
| LES ABERS | COAT-MEAL |
| PAYS BIGOUDEN | COMBRIT (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| LANDIVISIAU | COMMANA |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | CONFORT-MEILARS |
| CENTRE | CORAY |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | DAOULAS |
| CROZON - CHATEAULIN | DINEAULT |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | DIRINON |
| QUIMPER | EDERN |
| CONCARNEAU | ELLIANT |
| QUIMPER | ERGUE-GABERIC |
| CENTRE | GOUEZEC |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | GOULIEN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | GOULVEN |
| PAYS BIGOUDEN | GOURLIZON |
| QUIMPER | GUENGAT |
| PAYS BIGOUDEN | GUILER-SUR-GOYEN |
| QUIMPERLE | GUILLIGOMARC'H |
| PAYS BIGOUDEN | GUILVINEC (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| LANDIVISIAU | GUIMILIAU |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | GUISSENY |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | HANVEC |
| MORLAIX | HENVIC |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | HOPITAL-CAMFROUT |
| LANDIVISIAU | ILE-DE-BATZ |
| IROISE | ILE-MOLENE |
| PAYS BIGOUDEN | ILE-TUDY (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | IRVILLAC |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | KERLAZ |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| LANDERNEAU/LESNEVEN | KERLOUAN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | KERNILIS |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | KERNOUES |
| LES ABERS | KERSAINT-PLABENNEC |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LA FOREST-LANDERNEAU |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LA MARTYRE |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LA ROCHE-MAURICE |
| LANDIVISIAU | LAMPAUL-GUIMILIAU |
| IROISE | LAMPAUL-PLOUARZEL |
| IROISE | LAMPAUL-PLOUDALMEZEAU |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LANARVILY |
| LES ABERS | LANDEDA |
| CROZON - CHATEAULIN | LANDEVENNEC |
| QUIMPER | LANDREVARZEC |
| QUIMPER | LANDUDAL |
| PAYS BIGOUDEN | LANDUDEC |
| IROISE | LANDUNVEZ |
| QUIMPER | LANGOLEN |
| LANDIVISIAU | LANHOUARNEAU |
| IROISE | LANILDUT |
| MORLAIX | LANNEANOU |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LANNEUFFRET |
| LES ABERS | LANNILIS |
| IROISE | LANRIVOARE |
| CROZON - CHATEAULIN | LANVEOC |
| CENTRE | LAZ |
| CENTRE | LE CLOITRE-PLEYBEN |
| MORLAIX | LE CLOITRE-SAINT-THEGONNEC |
| IROISE | LE CONQUET |
| LES ABERS | LE DRENNEC |
| CROZON - CHATEAULIN | LE FAOU |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LE FOLGOET |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | LE JUCH |
| MORLAIX | LE PONTHOU |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LE TREHOU |
| QUIMPERLE | LE TREVOUX |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LESNEVEN |
| CENTRE | LEUHAN |
| LES ABERS | LOC-BREVALAIRE |
| LANDIVISIAU | LOC-EGUINER |
| IROISE | LOCMARIA-PLOUZANE |
| LANDIVISIAU | LOCMELAR |
| QUIMPER | LOCRONAN |
| PAYS BIGOUDEN | LOCTUDY (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| QUIMPERLE | LOCUNOLE |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LOGONNA-DAOULAS |
| CENTRE | LOPEREC |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | LOPERHET |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| CENTRE | LOTHEY |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | MAHALON |
| CONCARNEAU | MELGVEN |
| QUIMPERLE | MELLAC |
| LANDIVISIAU | MESPAUL |
| IROISE | MILIZAC - GUIPRONVEL |
| QUIMPERLE | MOELAN-SUR-MER |
| CONCARNEAU | NEVEZ |
| IROISE | OUESSANT |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PENCRAN |
| PAYS BIGOUDEN | PENMARCH (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| PAYS BIGOUDEN | PEUMERIT |
| CENTRE | PLEYBEN |
| PAYS BIGOUDEN | PLOBANNALEC-LESCONIL (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| CROZON - CHATEAULIN | PLOEVEN |
| PAYS BIGOUDEN | PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | PLOGOFF |
| QUIMPER | PLOGONNEC |
| PAYS BIGOUDEN | PLOMEUR (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| CROZON - CHATEAULIN | PLOMODIERN |
| QUIMPER | PLONEIS |
| CROZON - CHATEAULIN | PLONEVEZ-PORZAY |
| IROISE | PLOUARZEL |
| IROISE | PLOUDALMEZEAU |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PLOUDANIEL |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PLOUDIRY |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PLOUEDERN |
| MORLAIX | PLOUEGAT-MOYSAN |
| LANDIVISIAU | PLOUESCAT |
| MORLAIX | PLOUEZOC'H |
| LANDIVISIAU | PLOUGAR |
| MORLAIX | PLOUGASNOU |
| IROISE | PLOUGONVELIN |
| MORLAIX | PLOUGONVEN |
| LANDIVISIAU | PLOUGOULM |
| LANDIVISIAU | PLOUGOURVEST |
| LES ABERS | PLOUGUERNEAU |
| LES ABERS | PLOUGUIN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PLOUIDER |
| IROISE | PLOUMOGUER |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | PLOUNEOUR-BRIGNOGAN |
| MORLAIX | PLOUNEOUR-MENEZ |
| LANDIVISIAU | PLOUNEVENTER |
| LANDIVISIAU | PLOUNEVEZ-LOCHRIST |
| IROISE | PLOURIN |
| LES ABERS | PLOUVIEN |
| LANDIVISIAU | PLOUVORN |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| LANDIVISIAU | PLOUZEVEDE |
| PAYS BIGOUDEN | PLOVAN |
| PAYS BIGOUDEN | PLOZEVET |
| QUIMPER | PLUGUFFAN |
| CONCARNEAU | PONT-AVEN |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | PONT-CROIX |
| CROZON - CHATEAULIN | PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH |
| PAYS BIGOUDEN | PONT-L'ABBE (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| IROISE | PORSPODER |
| CROZON - CHATEAULIN | PORT-LAUNAY |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | POULDERGAT |
| PAYS BIGOUDEN | POULDREUZIC |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | POULLAN-SUR-MER |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | PRIMELIN |
| CROZON - CHATEAULIN | QUEMENEVEN |
| QUIMPERLE | QUERRIEN |
| QUIMPERLE | REDENE |
| QUIMPERLE | RIEC-SUR-BELON |
| CROZON - CHATEAULIN | ROSCANVEL |
| LANDIVISIAU | ROSCOFF |
| CROZON - CHATEAULIN | ROSNOEN |
| CONCARNEAU | ROSPORDEN |
| LANDIVISIAU | SAINT-DERRIEN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-DIVY |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-ELOY |
| MORLAIX | SAINTE-SEVE |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-FREGANT |
| CENTRE | SAINT-GOAZEC |
| PAYS BIGOUDEN | SAINT-JEAN-TROLIMON (CC DU PAYS BIGOUDEN SUD*) |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-MEEN |
| CROZON - CHATEAULIN | SAINT-NIC |
| LES ABERS | SAINT-PABU |
| LANDIVISIAU | SAINT-POL-DE-LEON |
| CENTRE | SAINT-RIVOAL |
| LANDIVISIAU | SAINT-SAUVEUR |
| CROZON - CHATEAULIN | SAINT-SEGAL |
| LANDIVISIAU | SAINT-SERVAIS |
| MORLAIX | SAINT-THEGONNEC LOC-EGUINER (commune nouvelle) |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-THONAN |
| QUIMPERLE | SAINT-THURIEN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | SAINT-URBAIN |
| LANDIVISIAU | SAINT-VOUGAY |
| CONCARNEAU | SAINT-YVI |
| LANDIVISIAU | SANTEC |
| QUIMPERLE | SCAER |
| LANDIVISIAU | SIBIRIL |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| LANDIVISIAU | SIZUN |
| CROZON - CHATEAULIN | TELGRUC-SUR-MER |
| CONCARNEAU | TOURCH |
| IROISE | TREBABU |
| PAYS BIGOUDEN | TREFFIAGAT (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| LANDIVISIAU | TREFLAOUENAN |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | TREFLEVENEZ |
| LANDIVISIAU | TREFLEZ |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | TREGARANTEC |
| CROZON - CHATEAULIN | TREGARVAN |
| LES ABERS | TREGLONOU |
| CENTRE | TREGOUREZ |
| PAYS BIGOUDEN | TREGUENNEC (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| CONCARNEAU | TREGUNC |
| LANDERNEAU/LESNEVEN | TREMAOUEZAN |
| PAYS BIGOUDEN | TREMEOC (**CC DU PAYS BIGOUDEN SUD***) |
| QUIMPERLE | TREMEVEN |
| PAYS BIGOUDEN | TREOGAT |
| IROISE | TREOUERGAT |
| LANDIVISIAU | TREZILIDE |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

**Option 2 : maîtrise d'ouvrage des travaux d'investissement seule.**

| Secteur | Communes |
|---|---|
| QUIMPERLE | ARZANO |
| QUIMPERLE | BANNALEC |
| QUIMPERLE | BAYE |
| MORLAIX | BOTSORHEL |
| CROZON - CHATEAULIN | CAMARET-SUR-MER |
| QUIMPERLE | CLOHARS-CARNOET |
| CROZON - CHATEAULIN | CROZON |
| MORLAIX | GARLAN |
| MORLAIX | GUERLESQUIN |
| LANDIVISIAU | GUICLAN |
| MORLAIX | GUIMAEC |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | ILE-DE-SEIN |
| MORLAIX | LANMEUR |
| CENTRE | LENNON |
| MORLAIX | LOCQUENOLE |
| MORLAIX | LOCQUIREC |
| MORLAIX | PLEYBER-CHRIST |
| QUIMPER | PLOMELIN |
| MORLAIX | PLOUEGAT-GUERAND |
| LANDIVISIAU | PLOUENAN |
| MORLAIX | PLOUIGNEAU |
| CAP SIZUN/DOUARNENEZ | POULDERGAT |
| CROZON - CHATEAULIN | SAINT-COULITZ |
| MORLAIX | SAINT-JEAN-DU-DOIGT |
| IROISE | SAINT-RENAN |
| CENTRE | SAINT-THOIS |
| MORLAIX | TAULE |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

**ANNEXE 4** : Liste des comité territorial

| Comité territorial (CT) | Commune |
|---|---|
| **Comité territorial AUDIERNE** | |
| AUDIERNE | AUDIERNE (commune nouvelle) |
| AUDIERNE | PLOUHINEC |
| AUDIERNE | PLOZEVET |
| AUDIERNE | PONT-CROIX |
| **Comité territorial BANNALEC** | |
| BANNALEC | BANNALEC |
| BANNALEC | LE TREVOUX |
| BANNALEC | MELGVEN |
| BANNALEC | ROSPORDEN (KERNEVEL)[1] |
| BANNALEC | SCAER |
| **Comité territorial BRIEC DE L'ODET** | |
| BRIEC-DE-L'ODET | BRIEC |
| BRIEC-DE-L'ODET | EDERN |
| BRIEC-DE-L'ODET | LANDREVARZEC |
| BRIEC-DE-L'ODET | LANDUDAL |
| BRIEC-DE-L'ODET | LANGOLEN |
| BRIEC-DE-L'ODET | LOTHEY |
| BRIEC-DE-L'ODET | SAINT-COULITZ |
| **Comité territorial CAP SIZUN - DOUARNENEZ** | |
| CAP SIZUN - DOUARNENEZ | BEUZEC-CAP-SIZUN |
| CAP SIZUN - DOUARNENEZ | CLEDEN-CAP-SIZUN |
| CAP SIZUN - DOUARNENEZ | CONFORT-MEILARS |
| CAP SIZUN - DOUARNENEZ | DOUARNENEZ |
| CAP SIZUN - DOUARNENEZ | GOULIEN |
| CAP SIZUN - DOUARNENEZ | ILE-DE-SEIN |
| CAP SIZUN - DOUARNENEZ | MAHALON |
| CAP SIZUN - DOUARNENEZ | PLOGOFF |
| CAP SIZUN - DOUARNENEZ | POULLAN-SUR-MER |
| CAP SIZUN - DOUARNENEZ | PRIMELIN |
| **Comité territorial CHATEAUNEUF DU FAOU** | |
| CHÂTEAUNEUF-DU-FAOU | BRASPARTS |
| CHÂTEAUNEUF-DU-FAOU | CHATEAUNEUF-DU-FAOU |
| CHÂTEAUNEUF-DU-FAOU | GOUEZEC |
| CHÂTEAUNEUF-DU-FAOU | LAZ |
| CHÂTEAUNEUF-DU-FAOU | LE CLOITRE-PLEYBEN |
| CHÂTEAUNEUF-DU-FAOU | LENNON |
| CHÂTEAUNEUF-DU-FAOU | PLEYBEN |
| CHÂTEAUNEUF-DU-FAOU | SAINT-GOAZEC |
| CHÂTEAUNEUF-DU-FAOU | SAINT-THOIS |
| **Comité territorial CLEDER** | |
| CLÉDER | CLEDER |
| CLÉDER | PLOUESCAT |
| CLÉDER | PLOUGOULM |
| CLÉDER | PLOUZEVEDE |
| CLÉDER | SAINT-VOUGAY |
| CLÉDER | SANTEC |
| CLÉDER | SIBIRIL |
| CLÉDER | TREFLAOUENAN |
| CLÉDER | TREZILIDE |
| **Comité territorial CONCARNEAU / PONT AVEN** | |
| CONCARNEAU / PONT-AVEN | CONCARNEAU |
| CONCARNEAU / PONT-AVEN | PONT-AVEN |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| CONCARNEAU / PONT-AVEN | TREGUNC |
| CONCARNEAU / PONT-AVEN | NEVEZ |
| **Comité territorial CROZON** | |
| CROZON | ARGOL |
| CROZON | CAMARET-SUR-MER |
| CROZON | CROZON |
| CROZON | DINEAULT |
| CROZON | LANDEVENNEC |
| CROZON | LANVEOC |
| CROZON | ROSCANVEL |
| CROZON | SAINT-NIC |
| CROZON | TELGRUC-SUR-MER |
| CROZON | TREGARVAN |
| **Comité territorial DAOULAS** | |
| DAOULAS | DAOULAS |
| DAOULAS | DIRINON |
| DAOULAS | HOPITAL-CAMFROUT |
| DAOULAS | IRVILLAC |
| DAOULAS | LOGONNA-DAOULAS |
| DAOULAS | LOPERHET |
| DAOULAS | PENCRAN |
| DAOULAS | SAINT-URBAIN |
| **Comité territorial HAUT PAYS BIGOUDEN** | |
| HAUT PAYS BIGOUDEN | GOURLIZON |
| HAUT PAYS BIGOUDEN | GUILER-SUR-GOYEN |
| HAUT PAYS BIGOUDEN | LANDUDEC |
| HAUT PAYS BIGOUDEN | PEUMERIT |
| HAUT PAYS BIGOUDEN | PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN |
| HAUT PAYS BIGOUDEN | PLONEOUR-LANVERN |
| HAUT PAYS BIGOUDEN | PLOVAN |
| HAUT PAYS BIGOUDEN | POULDERGAT |
| HAUT PAYS BIGOUDEN | POULDREUZIC |
| HAUT PAYS BIGOUDEN | TREOGAT |
| **Comité territorial HUELGOAT - CARHAIX** | |
| HUELGOAT-CARHAIX | BERRIEN |
| HUELGOAT-CARHAIX | BOLAZEC |
| HUELGOAT-CARHAIX | BOTMEUR |
| HUELGOAT-CARHAIX | BRENNILIS |
| HUELGOAT-CARHAIX | CARHAIX-PLOUGUER |
| HUELGOAT-CARHAIX | CLEDEN-POHER |
| HUELGOAT-CARHAIX | COLLOREC |
| HUELGOAT-CARHAIX | HUELGOAT |
| HUELGOAT-CARHAIX | KERGLOFF |
| HUELGOAT-CARHAIX | LA FEUILLEE |
| HUELGOAT-CARHAIX | LANDELEAU |
| HUELGOAT-CARHAIX | LANNEDERN |
| HUELGOAT-CARHAIX | LOCMARIA-BERRIEN |
| HUELGOAT-CARHAIX | LOQUEFFRET |
| HUELGOAT-CARHAIX | MOTREFF |
| HUELGOAT-CARHAIX | PLONEVEZ-DU-FAOU |
| HUELGOAT-CARHAIX | PLOUNEVEZEL |
| HUELGOAT-CARHAIX | PLOUYE |
| HUELGOAT-CARHAIX | POULLAOUEN |
| HUELGOAT-CARHAIX | SAINT-HERNIN |
| HUELGOAT-CARHAIX | SCRIGNAC |
| HUELGOAT-CARHAIX | SPEZET |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| LANDIVISIAU / SIZUN | BODILIS |
| **Comité territorial LANDIVISIAU / SIZUN** | |
| LANDIVISIAU / SIZUN | COMMANA |
| LANDIVISIAU / SIZUN | GUIMILIAU |
| LANDIVISIAU / SIZUN | LA MARTYRE |
| LANDIVISIAU / SIZUN | LA ROCHE-MAURICE |
| LANDIVISIAU / SIZUN | LAMPAUL-GUIMILIAU |
| LANDIVISIAU / SIZUN | LANDIVISIAU |
| LANDIVISIAU / SIZUN | LANHOUARNEAU |
| LANDIVISIAU / SIZUN | LE TREHOU |
| LANDIVISIAU / SIZUN | LOC-EGUINER |
| LANDIVISIAU / SIZUN | LOCMELAR |
| LANDIVISIAU / SIZUN | PLOUDIRY |
| LANDIVISIAU / SIZUN | PLOUGAR |
| LANDIVISIAU / SIZUN | PLOUGOURVEST |
| LANDIVISIAU / SIZUN | PLOUNEVEZ-LOCHRIST |
| LANDIVISIAU / SIZUN | PLOUVORN |
| LANDIVISIAU / SIZUN | SAINT-DERRIEN |
| LANDIVISIAU / SIZUN | SAINT-ELOY |
| LANDIVISIAU / SIZUN | SAINT-RIVOAL |
| LANDIVISIAU / SIZUN | SAINT-SAUVEUR |
| LANDIVISIAU / SIZUN | SAINT-SERVAIS |
| LANDIVISIAU / SIZUN | SIZUN |
| LANDIVISIAU / SIZUN | TREFLEVENEZ |
| LANDIVISIAU / SIZUN | TREFLEZ |
| **Comité territorial LANMEUR** | |
| LANMEUR | LANMEUR |
| LANMEUR | LOCQUIREC |
| LANMEUR | PLOUEGAT-GUERAND |
| LANMEUR | PLOUGASNOU |
| LANMEUR | SAINT-JEAN-DU-DOIGT |
| LANMEUR | GARLAN |
| LANMEUR | GUIMAEC |
| LANMEUR | PLOUEZOC'H |
| **Comité territorial LE FAOU / CHATEAULIN** | |
| LE FAOU / CHÂTEAULIN | CHATEAULIN |
| LE FAOU / CHÂTEAULIN | HANVEC |
| LE FAOU / CHÂTEAULIN | LE FAOU |
| LE FAOU / CHÂTEAULIN | LOPEREC |
| LE FAOU / CHÂTEAULIN | PONT-DE-BUIS-LES-QUIMERCH |
| LE FAOU / CHÂTEAULIN | PORT-LAUNAY |
| LE FAOU / CHÂTEAULIN | ROSNOEN |
| LE FAOU / CHÂTEAULIN | SAINT-SEGAL |
| **Comité territorial LESNEVEN / LANDERNEAU** | |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | GOULVEN |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | KERNOUES |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | KERSAINT-PLABENNEC |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | LA FOREST-LANDERNEAU |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | LANARVILY |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | LANDERNEAU |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | LANNEUFFRET |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | LE DRENNEC |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | LE FOLGOET |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | LESNEVEN |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | LOC-BREVALAIRE |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | PLOUDANIEL |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| LESNEVEN / LANDERNEAU | PLOUEDERN |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | PLOUIDER |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | PLOUNEVENTER |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | SAINT-DIVY |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | SAINT-FREGANT |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | SAINT-MEEN |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | SAINT-THONAN |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | TREGARANTEC |
| LESNEVEN / LANDERNEAU | TREMAOUEZAN |
| **Comité territorial LOCRONAN** | |
| LOCRONAN | CAST |
| LOCRONAN | GUENGAT |
| LOCRONAN | KERLAZ |
| LOCRONAN | LE JUCH |
| LOCRONAN | LOCRONAN |
| LOCRONAN | PLOEVEN |
| LOCRONAN | PLOGONNEC |
| LOCRONAN | PLOMODIERN |
| LOCRONAN | PLONEVEZ-PORZAY |
| LOCRONAN | QUEMENEVEN |
| **Comité territorial MORLAIX** | |
| MORLAIX | CARANTEC |
| MORLAIX | MORLAIX |
| MORLAIX | PLEYBER-CHRIST |
| MORLAIX | PLOUIGNEAU |
| MORLAIX | PLOURIN-LES-MORLAIX |
| MORLAIX | SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS |
| **Comité territorial PAYS BIGOUDEN** | |
| PAYS BIGOUDEN SUD | COMBRIT |
| PAYS BIGOUDEN SUD | GUILVINEC |
| PAYS BIGOUDEN SUD | ILE-TUDY |
| PAYS BIGOUDEN SUD | LOCTUDY |
| PAYS BIGOUDEN SUD | PENMARCH |
| PAYS BIGOUDEN SUD | PLOBANNALEC-LESCONIL |
| PAYS BIGOUDEN SUD | PLOMEUR |
| PAYS BIGOUDEN SUD | PONT-L'ABBE |
| PAYS BIGOUDEN SUD | SAINT-JEAN-TROLIMON |
| PAYS BIGOUDEN SUD | TREFFIAGAT |
| PAYS BIGOUDEN SUD | TREGUENNEC |
| PAYS BIGOUDEN SUD | TREMEOC |
| **Comité territorial PAYS DES ABERS ET LA COTE DES LEGENDES** | |
| PAYS DES ABERS ET LA COTE DES LEGENDES | GUISSENY |
| PAYS DES ABERS ET LA COTE DES LEGENDES | KERLOUAN |
| PAYS DES ABERS ET LA COTE DES LEGENDES | KERNILIS |
| PAYS DES ABERS ET LA COTE DES LEGENDES | LANDEDA |
| PAYS DES ABERS ET LA COTE DES LEGENDES | LANNILIS |
| PAYS DES ABERS ET LA COTE DES LEGENDES | PLABENNEC |
| PAYS DES ABERS ET LA COTE DES LEGENDES | PLOUGUERNEAU |
| PAYS DES ABERS ET LA COTE DES LEGENDES | PLOUNEOUR-BRIGNOGAN |
| PAYS DES ABERS ET LA COTE DES LEGENDES | PLOUVIEN |
| PAYS DES ABERS ET LA COTE DES LEGENDES | TREGLONOU |
| **Comité territorialPAYS FOUESNANTAIS** | |
| PAYS FOUESNANTAIS | BENODET |
| PAYS FOUESNANTAIS | CLOHARS-FOUESNANT |
| PAYS FOUESNANTAIS | FOUESNANT |
| PAYS FOUESNANTAIS | GOUESNACH |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| PAYS FOUESNANTAIS | LA FORET-FOUESNANT |
| PAYS FOUESNANTAIS | PLEUVEN |
| PAYS FOUESNANTAIS | SAINT-EVARZEC |
| **Comité territorial PLOUDALMEZEAU** | |
| PLOUDALMÉZEAU | BOURG-BLANC |
| PLOUDALMÉZEAU | BRELES |
| PLOUDALMÉZEAU | COAT-MEAL |
| PLOUDALMÉZEAU | LAMPAUL-PLOUDALMEZEAU |
| PLOUDALMÉZEAU | LANDUNVEZ |
| PLOUDALMÉZEAU | LANILDUT |
| PLOUDALMÉZEAU | MILIZAC - GUIPRONVEL |
| PLOUDALMÉZEAU | PLOUDALMEZEAU |
| PLOUDALMÉZEAU | PLOUGUIN |
| PLOUDALMÉZEAU | PLOURIN |
| PLOUDALMÉZEAU | PORSPODER |
| PLOUDALMÉZEAU | SAINT-PABU |
| PLOUDALMÉZEAU | TREOUERGAT |
| **Comité territorial PLOUGONVEN** | |
| PLOUGONVEN | BOTSORHEL |
| PLOUGONVEN | GUERLESQUIN |
| PLOUGONVEN | LANNEANOU |
| PLOUGONVEN | LE PONTHOU |
| PLOUGONVEN | PLOUEGAT-MOYSAN |
| PLOUGONVEN | PLOUGONVEN |
| **Comité territorial QUIMPERLE** | |
| QUIMPERLÉ | REDENE |
| QUIMPERLÉ | ARZANO |
| QUIMPERLÉ | BAYE |
| QUIMPERLÉ | GUILLIGOMARC'H |
| QUIMPERLÉ | LOCUNOLE |
| QUIMPERLÉ | MELLAC |
| QUIMPERLÉ | QUERRIEN |
| QUIMPERLÉ | SAINT-THURIEN |
| QUIMPERLÉ | TREMEVEN |
| **Comité territorialRIEC SUR BELON** | |
| RIEC-SUR-BELON | CLOHARS-CARNOET |
| RIEC-SUR-BELON | MOELAN-SUR-MER |
| RIEC-SUR-BELON | QUIMPERLE |
| RIEC-SUR-BELON | RIEC-SUR-BELON |
| **Comité territorial ROSPORDEN** | |
| ROSPORDEN | CORAY |
| ROSPORDEN | ELLIANT |
| ROSPORDEN | LEUHAN |
| ROSPORDEN | ROSPORDEN |
| ROSPORDEN | SAINT-YVI |
| ROSPORDEN | TOURCH |
| ROSPORDEN | TREGOUREZ |
| **Comité territorial SAINT POL DE LEON** | |
| SAINT-POL-DE-LÉON | ILE-DE-BATZ |
| SAINT-POL-DE-LÉON | ROSCOFF |
| SAINT-POL-DE-LÉON | SAINT-POL-DE-LEON |
| **Comité territorial SAINT RENAN** | |
| SAINT-RENAN | ILE-MOLENE |
| SAINT-RENAN | LAMPAUL-PLOUARZEL |
| SAINT-RENAN | LANRIVOARE |
| SAINT-RENAN | LE CONQUET |

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE

| | |
|---|---|
| SAINT-RENAN | LOCMARIA-PLOUZANE |
| SAINT-RENAN | OUESSANT |
| SAINT-RENAN | PLOUARZEL |
| SAINT-RENAN | PLOUGONVELIN |
| SAINT-RENAN | PLOUMOGUER |
| SAINT-RENAN | SAINT-RENAN |
| SAINT-RENAN | TREBABU |
| **Comité territorial SAINT-THEGONNEC** | |
| SAINT-THEGONNEC | LE CLOITRE-SAINT-THEGONNEC |
| SAINT-THEGONNEC | PLOUNEOUR-MENEZ |
| SAINT-THEGONNEC | SAINTE-SEVE |
| SAINT-THEGONNEC | SAINT-THEGONNEC<br>LOC-EGUINER (commune nouvelle) |
| **Comité territorial STEIR ODET / QUIMPER** | |
| STEIR ODET / QUIMPER | ERGUE-GABERIC |
| STEIR ODET / QUIMPER | PLOMELIN |
| STEIR ODET / QUIMPER | PLONEIS |
| STEIR ODET / QUIMPER | PLUGUFFAN |
| STEIR ODET / QUIMPER | QUIMPER |
| **Comité territorial TAULE** | |
| TAULÉ | GUICLAN |
| TAULÉ | HENVIC |
| TAULÉ | LOCQUENOLE |
| TAULÉ | MESPAUL |
| TAULÉ | PLOUENAN |
| TAULÉ | TAULE |

[1] Kernevel est une commune annexe de la commune de Roporden. Les délégués de cette dernière se reportent donc dans deux commissions locales.

Envoyé en préfecture le 04/10/2019
Reçu en préfecture le 04/10/2019
Affiché le
ID : 029-212902548-20190925-1982-DE